

SERVICE PUBLIC DE WALLONIE

F. 2009 — 2104

[2009/202582]

14 MAI 2009. — Arrêté du Gouvernement wallon modifiant les statuts du Port autonome de Charleroi

Vu la loi spéciale du 8 août 1980 de réformes institutionnelles, modifiée par la loi du 8 août 1988;

Vu la loi du 12 février 1971 portant création du Port autonome de Charleroi;

Vu les statuts du Port autonome de Charleroi tels qu'annexés à la loi du 12 février 1971;

Vu l'arrêté du Gouvernement wallon 8 janvier 2008 fixant la répartition des compétences entre les Ministres et réglant la signature des actes du Gouvernement;

Sur la proposition du Ministre du Budget, des Finances et de l'Équipement,

Arrête :

Article 1^{er}. Le Gouvernement wallon marque accord sur le texte des statuts modifiés du port autonome de Charleroi rédigé comme suit :

STATUTS DU PORT AUTONOME DE CHARLEROI

CHAPITRE I^{er}. — *Objet et siège*

Article 1^{er}. Il est créé par les présentes, sous la dénomination de "Port autonome de Charleroi", une association de pouvoirs publics comprenant la Région wallonne, la province de Hainaut, la ville de Charleroi, l'Intercommunale pour la gestion et la réalisation d'études techniques et économiques, ci-après dénommée I.G.R.E.T.E.C.

Art. 2. L'association a pour objet d'aménager, d'équiper, de gérer et d'exploiter les ports, y compris leurs dépendances, installations et terrains, qu'elle crée elle-même ou que lui confient la Région ou d'autres autorités publiques et qui sont situés dans la région de Charleroi.

En vue de la réalisation de cet objet, elle recherche les moyens propres à développer la prospérité des ports publics de la région et prend toutes les mesures utiles pour les besoins du commerce et de l'industrie. Elle peut poursuivre son objet soit par exploitation directe, soit de toute autre manière. Elle peut poursuivre tout objet rattaché à l'objet principal et susceptible de concourir à sa réalisation ou de faciliter celle-ci.

La mission du Port autonome s'étend en ce qui concerne les parts qui lui sont confiés, aux murs de quai et aux murs de darse, tels qu'ils sont délimités par des plans dressés contradictoirement, ainsi qu'aux chaussées, accotements, terre-pleins et talus des voies d'accès aux divers quais depuis la limite de la voirie.

Sont à sa charge, les frais de dragage des darses et, sur une largeur de 10 mètres des lieux de stationnement des bateaux le long de tous les murs de quai qui lui sont remis à l'exclusion des bassins de virement.

L'association est autorisée à accorder des concessions et autorisations à des tiers; à louer des biens meubles et immeubles; à percevoir des péages, redevances, droits de quai, produits de location et autres résultant de l'exploitation des installations et ouvrages, suivant les barèmes arrêtés par le Gouvernement wallon.

Art. 3. Le siège de l'association est établi à Charleroi.

CHAPITRE II. — *Fonds social, apports*

Art. 4. Le capital social de l'association est fixé à € 3.718.402,87.

Art. 5.

1. L'apport des associés se répartit comme suit :

Région wallonne : € 495.787,04.

Province de Hainaut : € 495.787,04.

Ville de Charleroi : € 495.787,04.

I.G.R.E.T.E.C. : € 1.735.254,67.

Il sera versé en numéraire par chacun des associés la vingtième partie de leur apport, soit au total € 161.130,79, dans les six mois de la publication de la loi approuvant les statuts. Le solde sera versé au fur et à mesure des besoins.

2. En outre, dès la constitution du Port autonome, la Région wallonne fait apport à l'association de la jouissance des ports de Dampremy, Marchienne-au-Pont, Couillet, Châtelet, Châtelineau, Pont-de-Loup, la Praye, Farciennes et de leurs dépendances, ouvrages, installations, terrains dans les limites des plans annexés aux présents statuts, étant entendu que ces biens restent propriété de la Région. Cet apport est porté pour la somme de € 495.787,04.

Art. 6. En outre, le Port autonome peut bénéficier, sans que la Région prétende à contrepartie dans l'avoire de l'association :

1. du concours des services du Service public de Wallonie pour l'élaboration des plans et projets ainsi que pour la direction des travaux;

2. du concours des fonctionnaires de l'Administration de l'Enregistrement et des Domaines pour la réalisation des acquisitions amiables ou par voie d'expropriation.

Art. 7. L'association dispose, dès sa constitution, des ports et de leurs dépendances, ouvrages, installations et terrains, tels qu'ils sont indiqués aux plans ci-annexés. En cas de modification dans la consistance des biens, les plans sont révisés.

Les opérations de remise des biens ont lieu en présence d'un représentant de chacune des parties et font l'objet d'un plan détaillé et d'un procès-verbal indiquant les biens de toute nature attribués au port et leur état au moment de la remise.

Art. 8. Indépendamment des apports visés à l'article 6, l'association dispose des ressources ci-après :

a) droit de quai, péages et redevances de toute nature, produits de location et divers;

b) subvention des autorités et organismes publics et des personnes de droit privés;

c) prélèvement sur le fonds de réserve;

d) produits d'emprunts à émettre ou à contracter par l'association;

e) toutes autres recettes accidentelles, notamment le solde des comptes d'exploitation des ports de la région de Charleroi gérés depuis le 1^{er} janvier 1969 par l'Office de la Navigation.

CHAPITRE III. — *Administration, surveillance*

Art. 9. L'association est administrée par un conseil d'administration comprenant un président désigné par le Ministre des Travaux publics parmi les personnalités représentatives de la région de Charleroi et quatorze membres, nommés par les associés.

Les mandats sont répartis comme suit :

- la Région dispose de quatre mandats;
- la province de Hainaut d'un mandat;
- la ville de Charleroi d'un mandat;
- l'I.G.R.E.T.E.C. de huit mandats.

Art. 10. Le conseil élit deux vice-présidents. Le secrétaire est le directeur du Port autonome, il n'a pas voie délibérative.

Art. 11. Un membre suppléant est désigné pour chaque titulaire par l'autorité qui a nommé ce dernier. Les suppléants sont autorisés à remplacer les titulaires toutes les fois que ceux-ci se trouvent empêchés.

Le président, les membres et les suppléants sont nommés pour un terme de cinq ans; les nominations sont renouvelables.

Les mandats des membres et des suppléants expirent par moitié tous les trois ans. Les membres sortants à l'expiration du premier terme de trois ans sont désignés par voie de tirage au sort.

Les membres du conseil et les suppléants peuvent en tout temps être remplacés dans leurs fonctions par les autorités qui les ont nommés; le successeur désigné dans les trois mois achève le mandat.

En cas de décès ou de démission du président, d'un membre ou d'un suppléant, son successeur désigné dans les trois mois achève le mandat.

Est réputé de plein droit démissionnaire, celui qui perd la qualité en fonction de laquelle il avait été nommé; son successeur achève le mandat.

Art. 12. Le bureau est composé du président, de deux vice-présidents et du secrétaire.

Art. 13. Les délibérations du conseil font l'objet de procès-verbaux consignés dans un registre spécial et signés par deux membres au moins du Conseil qui ont assisté à la séance.

Les copies conformes et les extraits sont signés par le secrétaire ou par deux membres du conseil.

Le secrétaire est tenu d'adresser aux membres, au Ministre des Travaux publics et aux Commissaires du Gouvernement visés à l'article 17 une copie des procès-verbaux dans les huit jours de l'approbation du procès-verbal. Il y joint une copie de tous les documents auxquels se réfèrent les délibérations et qui n'auraient pas été transmis antérieurement.

Art. 14. Le conseil peut désigner en son sein un comité de direction auquel il délègue sous sa responsabilité les pouvoirs nécessaires pour la gestion journalière de l'association. Ce comité comprend notamment les membres du bureau, et en tout cas, un représentant de chaque associé.

En outre, le conseil peut, sous sa responsabilité, déléguer certains pouvoirs déterminés à l'un ou à plusieurs de ses membres.

Art. 15. Le conseil a le pouvoir de faire tous les actes d'administration et de disposition du Port autonome; il statue sur toutes les questions relatives aux travaux du port, à son outillage et à son exploitation, il accorde les concessions et autorisations, il achète et vend, prend et donne en location les biens meubles et immeubles.

Les actions en justice, tant en demandant qu'en défendant, sont introduites au nom de l'association par le conseil d'administration et sur décision de celui-ci.

Art. 16. Le conseil établit par un règlement d'ordre intérieur toutes les modalités de fonctionnement et d'organisation de l'association; ce règlement est soumis à l'approbation du Ministre des Travaux publics.

Art. 17. Le contrôle de l'association en exécution de la législation relative au contrôle de certains organismes d'intérêt public est exercé à l'intervention de deux commissaires nommés par le Gouvernement wallon.

CHAPITRE IV. — *Exercice social, bilan, compte de profits et pertes, répartition*

Art. 18. L'exercice social commence le 1^{er} janvier et finit le 31 décembre. Toutefois, le premier exercice commence à la date de constitution de l'association et se clôture le 31 décembre de la même année.

Art. 19. Le conseil établit chaque année :

- un projet de budget;
- un rapport annuel sur l'activité de l'association;
- un compte annuel d'exécution du budget;
- un bilan accompagné d'un compte de résultats.

Il établit également des situations périodiques.

Ces documents sont adressés aux Ministres intéressés à l'époque et selon les conditions et modalités déterminées par les dispositions législatives et réglementaires relatives au contrôle de certains organismes d'intérêt public, ainsi qu'aux autres associés.

Art. 20. Les règles d'évaluation des investissements réalisés par le Port autonome de Charleroi sont les suivantes :

1. Règles d'évaluation des équipements des ports et travaux :

| | |
|------------------------------------|--|
| Terrains, plantations : | pas d'amortissement. |
| Frais d'acquisition des terrains : | amortissement en 1 an, l'année d'acquisition des terrains. |
| Voiries et aires de stockage : | amortissement en 30 ans à partir de l'année de fin de réalisation des travaux. |
| Revêtements routiers : | amortissement en 5 ans à partir de l'année de fin de réalisation des travaux. |
| Ouvrages d'arts, Pont, Ponts-Rails | amortissement en 50 ans à partir de l'année de fin de réalisation des travaux. |

| | |
|--|--|
| Terrains, plantations : | pas d'amortissement. |
| Ponts-Bascules, Tire-à-Terre, Roll-on/Roll-off : | amortissement en 30 ans à partir de l'année de fin de la réalisation des travaux. |
| Travaux d'épouttage : | amortissement en 50 ans à partir de l'année de fin de réalisation des travaux. |
| Canalisations d'eau : | amortissement en 30 ans à partir de l'année de fin de réalisation des travaux. |
| Raccordements ferrés : | amortissement en 30 ans à partir de l'année de réalisation des travaux. |
| Raccordements électriques : | amortissement en 15 ans à partir de l'année de fin de réalisation des travaux. |
| Signalisations routières : | amortissement en 5 ans à partir de l'année de fin de réalisation des travaux. |
| Frais d'études : | amortissement en 5 ans à partir de l'année de facturation du solde des honoraires. |
| Travaux annexes : | amortissement au même rythme que celui des travaux principaux auxquels ils se rapportent à partir de l'année de fin de réalisation de ces travaux annexes. |
| Autres équipements divers : | amortissement en fonction de la nature et de la durée de vie économique de l'équipement concerné. |

2. Règles d'évaluation des subsides :

Amortissement des subsides au même rythme que celui des investissements pour lesquels ils ont été attribués.

3. Règles d'évaluation des immobilisations incorporelles :

| | |
|--|--|
| Immobilisations détenues en emphytéose : | amortissement sur la durée de l'usufruit à partir de l'année de prise en vigueur du contrat. |
|--|--|

Art. 21. Les bénéficiaires nets sont affectés comme suit :

1. il est prélevé en premier lieu une dotation nécessaire au paiement d'une rétribution aux associés. Cette rétribution est fixée par le conseil d'administration. Elle ne peut excéder 6 p.c. du capital libéré par les associés;

2. le solde éventuel est versé à un fonds de réserve sans affectation spéciale.

Les pertes éventuelles sont couvertes par le fonds de réserve et, à défaut, sont reportées à nouveau.

CHAPITRE V. — Révision des statuts, retraits, prorogation, dissolution, liquidation

Art. 22. Toute modification des statuts de l'association est arrêtée par le conseil et approuvée conformément aux dispositions de la loi.

Art. 23. Les associés ne peuvent se retirer de l'association et celle-ci ne peut être dissoute que du consentement de tous les associés et moyennant l'approbation du Gouvernement wallon.

Elle peut l'être également par la volonté de la Région moyennant arrêté du Gouvernement wallon.

Art. 24.

1. En cas de dissolution, le conseil désigne le ou les liquidateurs, détermine leurs pouvoirs et fixe le mode de liquidation compte tenu des paragraphes 2 et 3.

2. Les associés reprennent, selon le cas, la propriété et la jouissance de leurs apports, ainsi que tous les ouvrages et engins dont ils ont supporté seuls les frais d'acquisition et d'installation.

Les ouvrages ou engins que les associés sont amenés à abandonner sont repris par la Région suivant estimation des biens à dire d'experts, au moment de la dissolution, s'il s'agit d'ouvrages subventionnés par la Région, les associés ne sont indemnisés qu'au prorata de leurs débours propres.

3. Les ouvrages et installations exécutés aux frais de l'association même, ainsi que toute acquisition faite par celle-ci, sont remis à la partie à qui appartenait, le port avant la constitution de l'association ou, à défaut, à la personne publique qui reprend la gestion et l'exploitation du port. Le produit de ces remises, dont la valeur vénale est fixée à dire d'experts, est versé à l'actif de l'association en liquidation.

L'actif disponible, déduction faite du passif exigible, est partagé entre les associés dans la proportion de leurs apports. Les pertes sont supportées dans la même proportion.

Art. 2. Les présents statuts annulent et remplacent ceux annexés à la loi du 12 février 1971 portant création du Port autonome de Charleroi.

Art. 3. Le présent arrêté entre en vigueur le jour de sa publication au *Moniteur belge*.

Art. 4. Le Ministre du Budget, des Finances et de l'Équipement est chargé de l'exécution de la présente décision.

Namur, le 14 mai 2009.

Le Ministre-Président,
R. DEMOTTE

Le Ministre du Budget, des Finances et de l'Équipement,
M. DAERDEN

ÜBERSETZUNG

ÖFFENTLICHER DIENST DER WALLONIE

D. 2009 — 2104

[2009/202582]

14. MAI 2009 — Erlass der Wallonischen Regierung zur Abänderung der Satzungen des autonomen Hafens von Charleroi

Die Wallonische Regierung,

Aufgrund des Sondergesetzes vom 8. August 1980 über institutionelle Reformen, abgeändert durch das Sondergesetz vom 8. August 1988;

Aufgrund des Gesetzes vom 12. Februar 1971 zur Gründung des autonomen Hafens von Charleroi;

Aufgrund der Satzungen des autonomen Hafens von Charleroi, so wie dem Gesetz vom 12. Februar 1971 beigefügt;

Aufgrund des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 8. Januar 2008 zur Festlegung der Verteilung der Zuständigkeiten unter die Minister und zur Regelung der Unterzeichnung der Urkunden der Regierung;

Auf Vorschlag des Ministers des Haushalts, der Finanzen und der Ausrüstung,

Beschließt:

Artikel 1 - Die Wallonische Regierung stimmt dem wie folgt verfassten Text der abgeänderten Satzungen des autonomen Hafens Charleroi zu:

SATZUNGEN DES AUTONOMEN HAFENS VON CHARLEROI

KAPITEL I. — *Gesellschaftszweck und Sitz*

Artikel 1 - Durch dieses Dokument wird unter der Bezeichnung "Autonomer Hafen von Charleroi" eine Vereinigung von öffentlichen Behörden gegründet, die die Wallonische Region, die Provinz Hennegau, die Stadt Charleroi, die "Intercommunale pour la gestion et la réalisation d'études techniques et économiques" (Interkommunale für die Verwaltung und die Erstellung von technischen und wirtschaftlichen Studien), weiter unten I.G.R.E.T.E.C. genannt, umfasst.

Art. 2 - Die Vereinigung hat zum Zweck, die Häfen, einschließlich ihrer Nebenanlagen, Anlagen und Grundstücke, die sie selbst einrichtet oder die ihr von der Region oder von anderen öffentlichen Behörden anvertraut werden und die sich in der Gegend von Charleroi befinden, einzurichten, auszustatten, zu verwalten und zu betreiben.

Zur Verwirklichung dieses Zwecks untersucht sie die zur Förderung des Wohlstands der öffentlichen Häfen der Region geeigneten Mittel und trifft sie alle für die Bedürfnisse von Handel und Industrie nützlichen Maßnahmen. Sie kann ihren Zweck entweder durch Selbstbewirtschaftung oder auf jede andere Weise verfolgen. Sie kann jeden anderen Zweck, der mit dem Hauptgegenstand verbunden ist und der zu dessen Verwirklichung beitragen oder ihn erleichtern kann, verfolgen.

Die Aufgabe des autonomen Hafens betrifft ebenfalls, was die ihm anvertrauten Teile angeht, die Kai- und Beckenmauern, so wie sie in kontradiktorisch aufgestellten Zeichnungen abgegrenzt sind, sowie die Fahrbahnen, Seitenstreifen, Mittelstreifen und Böschungen der Zugangswege zu den verschiedenen Kaien ab der Grenze des Straßennetzes.

Die Kosten für das Ausbaggern der Hafenbecken und der Anlegestellen für die Schiffe auf einer Breite von 10 Metern entlang allen Mauern, die ihm übertragen werden, mit Ausnahme der Wendeböden, gehen zu seinen Lasten.

Die Vereinigung darf Dritten Konzessionen und Genehmigungen gewähren, bewegliche und unbewegliche Güter vermieten, Mautgebühren, Gebühren, Kaigebühren, Mieteinnahmen und andere aus dem Betrieb der Anlagen und Bauwerke stammende Einnahmen gemäß den von der Wallonischen Regierung festgesetzten Tariftabellen erheben.

Art. 3 - Der Sitz der Vereinigung befindet sich in Charleroi.

KAPITEL II — *Sozialfonds, Einlagen*

Art. 4 - Das Gesellschaftskapital ist auf € 3.718.402,87 festgesetzt.

Art. 5 - Die Einlagen der Teilhaber sind wie folgt aufgeteilt.

Wallonische Region: € 495.787,04.

Provinz Hennegau: € 495.787,04.

Stadt Charleroi: € 495.787,04.

I.G.R.E.T.E.C.: € 1.735.254,67.

Jeder Teilhaber wird ein Zwanzigstel seiner Einlage, d.h. insgesamt € 161.130,79, innerhalb von sechs Monaten nach der Veröffentlichung des die Satzungen billigenden Gesetzes in Geld überweisen. Der Restbetrag wird nach und nach je nach den Bedürfnissen überwiesen.

Außerdem bringt die Wallonische Region sofort nach der Gründung des autonomen Hafens die Nutznießung der Häfen von Dampremy, Marchienne-au-Pont, Couillet, Châtelet, Châtelineau, Pont-de-Loup, la Praye, Farciennes und ihrer Nebenanlagen, Bauwerke, Anlagen, Grundstücke innerhalb der Grenzen der den vorliegenden Satzungen beigefügten Zeichnungen in die Vereinigung ein, wobei davon ausgegangen wird, dass diese Güter Eigentum der Region bleiben. Diese Einlage wird für die Summe von € 495.787,04 registriert.

Art. 6 - Der autonome Hafen kann außerdem das Folgende in Anspruch nehmen, ohne dass die Region eine Gegenleistung im Vermögen der Vereinigung fordern kann:

- den Beistand der Dienststellen des öffentlichen Dienstes der Wallonie bei der Erstellung der Zeichnungen und Projekte sowie bei der Leitung der Arbeiten;

- den Beistand der Beamten der Einregistrierungs- und Domänenverwaltung bei der Durchführung der gütlichen oder im Enteignungsverfahren erfolgenden Ankäufe.

Art. 7 - Die Vereinigung verfügt sofort nach ihrer Gründung über die Häfen und deren Nebenanlagen, Bauwerke, Anlagen und Grundstücke, so wie sie in den dem vorliegenden Erlass beigefügten Zeichnungen angegeben sind. Im Falle einer Änderung im Sachverhalt der Güter werden die Zeichnungen entsprechend abgeändert.

Die Übergabe der Güter findet im Beisein eines Vertreters jeder der Parteien statt und ist Gegenstand einer detaillierten Zeichnung und eines Protokolls, in dem die dem Hafen zugeteilten Güter jeder Art und deren Zustand zum Zeitpunkt der Übergabe angegeben werden.

Art. 8 - Unabhängig von den in Artikel 6 erwähnten Einlagen verfügt die Vereinigung über die unten stehenden Mittel:

- Kagebühr, Mautgebühren und Gebühren jeder Art, Mieteinnahmen und sonstige Einnahmen;
- Zuschuss der öffentlichen Behörden und Einrichtungen und der Personen privaten Rechts;
- Abbuchung aus dem Reservefonds;
- Erlös aus durch die Vereinigung auszugebenden oder aufzunehmenden Anleihen;
- alle sonstigen zufälligen Einnahmen, u.a. den Saldo der Betriebsrechnungen der Häfen der Gegend von Charleroi, die seit dem 1. Januar 1969 von dem "Office de la Navigation" (Schiffahrtsamt) verwaltet werden.

KAPITEL III. — *Verwaltung, Überwachung*

Art. 9 - Die Vereinigung wird von einem Verwaltungsrat verwaltet. Dieser besteht aus einem Vorsitzenden, der vom Minister für öffentliche Arbeiten unter den für die Gegend von Charleroi repräsentativen Persönlichkeiten bezeichnet wird, und vierzehn Mitgliedern, die von den Teilhabern bezeichnet werden.

Die Mandate werden wie folgt vergütet:

- die Region verfügt über vier Mandate;
- die Provinz Hennegau verfügt über ein Mandat;
- die Stadt Charleroi verfügt über ein Mandat;
- die I.G.R.E.T.E.C.

Art. 10 - Der Rat wählt zwei stellvertretende Vorsitzende. Der Sekretär ist der Direktor des autonomen Hafens; er hat keine beschließende Stimme.

Art. 11 - Für jedes ordentliche Mitglied wird von der Behörde, die dieses Mitglied ernannt hat, ein stellvertretendes Mitglied bezeichnet. Die stellvertretenden Mitglieder dürfen die ordentlichen Mitglieder jedes Mal, wenn diese verhindert sind, ersetzen.

Der Vorsitzende, die ordentlichen Mitglieder und die stellvertretenden Mitglieder werden für einen Zeitraum von fünf Jahren ernannt; die Ernennungen sind erneuerbar.

Die Hälfte der Mandate der ordentlichen und stellvertretenden Mitglieder werden alle drei Jahre fällig. Die beim Ablauf des ersten Zeitraums von drei Jahren ausscheidenden Mitglieder werden nach Auslosung bestimmt.

Die Mitglieder des Rates und die Stellvertreter können zu jeder Zeit in ihrem Amt durch die Behörden, die sie benannt haben, ersetzt werden; der innerhalb von drei Monaten bezeichnete Nachfolger übt das Mandat bis zu dessen Ende aus.

Bei Ableben oder Rücktritt des Vorsitzenden, eines ordentlichen oder stellvertretenden Mitglieds übt sein innerhalb von drei Monaten bezeichneter Nachfolger das Mandat bis zu dessen Ende aus.

Gilt von Rechts wegen als rücktretend derjenige, der die Eigenschaft, auf deren Grundlage er benannt worden war, verliert; sein Nachfolger übt das Mandat bis zu dessen Ende aus.

Art. 12 - Der Vorstand besteht aus dem Vorsitzenden, zwei stellvertretenden Vorsitzenden und dem Sekretär.

Art. 13 - Die Beratungen des Rates sind Gegenstand von in einem speziellen Register schriftlich niedergelegten und von mindestens zwei Mitgliedern des Rates, die der Sitzung beigewohnt haben, unterzeichneten Protokollen.

Die gleichlautenden Kopien und die Auszüge werden vom Sekretär oder von zwei Mitgliedern des Rates unterzeichnet.

Der Sekretär muss den Mitgliedern, dem Minister für öffentliche Arbeiten und den in Artikel 17 erwähnten Kommissaren der Regierung eine Kopie des Protokolls innerhalb von acht Tagen nach der Genehmigung des Protokolls zukommen lassen. Er fügt eine Kopie aller Dokumente bei, auf welche sich die Beratungen beziehen und die nicht zuvor übermittelt worden wären.

Art. 14 - Der Rat kann unter seinen Mitgliedern einen Direktionsausschuss bezeichnen, dem er unter seiner Verantwortung die zur täglichen Verwaltung der Vereinigung notwendigen Befugnisse überträgt. Dieser Ausschuss besteht u.a. aus den Vorstandsmitgliedern und auf jeden Fall aus einem Vertreter von jedem Teilhaber.

Der Rat kann außerdem unter seiner Verantwortung einem oder mehreren seiner Mitglieder bestimmte Befugnisse übertragen.

Art. 15 - Der Rat ist befugt, alle Verwaltungs- und Verfügungshandlungen des autonomen Hafens vorzunehmen; er befindet über alle Fragen in Bezug auf die Arbeiten des Hafens, die Hafenausrüstung und seinen Betrieb; er gewährt Konzessionen und Genehmigungen; er kauft und verkauft, mietet und vermietet die beweglichen und unbeweglichen Güter.

Die Rechtshandlungen sowohl als Kläger als auch als Verklagter werden im Namen der Vereinigung durch den Verwaltungsrat und auf dessen Beschluss eingereicht.

Art. 16 - Der Rat legt eine innere Dienstordnung fest, durch die alle Betriebs- und Organisationsmodalitäten der Vereinigung geregelt werden; diese Dienstordnung unterliegt der Genehmigung des Ministers für öffentliche Arbeiten.

Art. 17 - Die Kontrolle der Vereinigung in Ausführung der Gesetzgebung bezüglich der Kontrolle von bestimmten Einrichtungen öffentlichen Interesses erfolgt durch die Vermittlung von zwei von der Wallonischen Regierung benannten Kommissaren.

KAPITEL IV — *Geschäftsjahr, Bilanz, Gewinn- und Verlustrechnung, Verteilung*

Art. 18 - Das Geschäftsjahr fängt am 1. Januar an und endet am 31. Dezember. Das erste Geschäftsjahr fängt jedoch am Tag der Gründung der Vereinigung an und endet am 31. Dezember desselben Jahres.

Art. 19 - Der Rat erstellt jedes Jahr:

- einen Haushaltsentwurf;
- einen jährlichen Bericht über die Tätigkeit der Vereinigung;
- eine jährliche Rechnungsaufstellung der Haushaltsdurchführung;

- eine Bilanz, der eine Ergebnisrechnung beigelegt ist.

Er erstellt ebenfalls periodische Berichte.

Diese Dokumente werden den betroffenen Ministern zum Zeitpunkt und gemäß den Modalitäten, die durch die gesetzlichen und verordnungsmäßigen Bestimmungen in Sachen Kontrolle von bestimmten Einrichtungen öffentlichen Interesses bestimmt werden, sowie den anderen Teilhabern übermittelt.

Art. 20 - Die Regeln zur Bewertung der vom autonomen Hafen von Charleroi getätigten Investitionen sind die Folgenden:

Regeln zur Bewertung der Ausrüstungen der Häfen und Arbeiten

| | |
|---|--|
| Grundstücke, Anpflanzungen: | keine Abschreibung. |
| Kosten für den Ankauf von Grundstücken: | Abschreibung in 1 Jahr, im Jahr des Ankaufs der Grundstücke. |
| Verkehrswege und Lagerflächen: | Abschreibung in 30 Jahren ab dem Jahr, in dem die Arbeiten fertiggestellt sind. |
| Straßenbeläge: | Abschreibung in 5 Jahren ab dem Jahr, in dem die Arbeiten fertiggestellt sind. |
| Kunstabwerke, Brücken, Gleisbrücken | Abschreibung in 50 Jahren ab dem Jahr, in dem die Arbeiten fertiggestellt sind. |
| Brückenwaagen, Helling, Roll-on/Roll-off: | Abschreibung in 30 Jahren ab dem Jahr, in dem die Arbeiten fertiggestellt sind. |
| Kanalisationsarbeiten: | Abschreibung in 50 Jahren ab dem Jahr, in dem die Arbeiten fertiggestellt sind. |
| Wasserleitungen: | Abschreibung in 30 Jahren ab dem Jahr, in dem die Arbeiten fertiggestellt sind. |
| Gleisanschlüsse: | Abschreibung in 30 Jahren ab dem Jahr, in dem die Arbeiten fertiggestellt sind. |
| Stromanschlüsse: | Abschreibung in 15 Jahren ab dem Jahr, in dem die Arbeiten fertiggestellt sind. |
| Straßenbeschilderungen: | Abschreibung in 5 Jahren ab dem Jahr, in dem die Arbeiten fertiggestellt sind. |
| Studienkosten: | Abschreibung in 5 Jahren ab dem Jahr, in dem der Saldo der Honorare in Rechnung gestellt worden ist. |
| Nebenarbeiten: | Abschreibung nach demselben Zeitplan wie derjenige der Hauptarbeiten, mit denen sie verbunden sind, ab dem Jahr, in dem diese Nebenarbeiten fertiggestellt werden. |
| Sonstige verschiedene Ausrüstungen: | Abschreibung auf der Grundlage der Art und der wirtschaftlichen Lebensdauer der betroffenen Ausrüstung. |

Regeln zur Bewertung der Zuschüsse

Abschreibung der Zuschüsse nach demselben Zeitplan wie derjenige der Investitionen, für die sie gewährt worden sind.

Regeln zur Bewertung der immateriellen Anlagewerte

| | |
|------------------------------------|--|
| Als Erbpacht gehaltene Anlagewerte | Abschreibung über die Dauer der Erbpacht ab dem Jahr, in dem der Vertrag in Kraft tritt. |
|------------------------------------|--|

Art. 21 - Die Nettogewinne werden folgendermaßen verwendet:

- zuerst wird eine zur Auszahlung einer Entlohnung an die Teilhaber notwendige Dotation entnommen. Diese Entlohnung wird vom Verwaltungsrat festgesetzt. Sie darf 6 Prozent vom durch die Teilhaber eingezahlten Kapital nicht überschreiten;

- der etwaige Saldo wird einem Reservefonds ohne besondere Zweckbestimmung überwiesen.

Die etwaigen Verluste werden vom Reservefonds gedeckt und in Ermangelung dessen auf das nächste Jahr vorgetragen.

KAPITEL V — Revision der Satzungen, Rücktritte, Verlängerung, Auflösung, Liquidierung

Art. 22 - Jede Abänderung der Satzungen der Vereinigung wird durch den Rat beschlossen und gemäß den Bestimmungen des Gesetzes genehmigt.

Art. 23 - Ohne die Zustimmung aller Teilhaber und die Genehmigung der Wallonischen Regierung darf ein Teilhaber nicht aus der Vereinigung austreten und darf diese nicht aufgelöst werden.

Sie kann ebenfalls nach dem Willen der Region vorbehaltlich eines Erlasses der Wallonischen Regierung aufgelöst werden.

Art. 24 - Im Falle der Auflösung bezeichnet der Rat den oder die Liquidator(en), bestimmt seine/ihre Befugnisse und setzt die Art und Weise der Liquidierung unter Berücksichtigung der §§ 2 und 3 fest.

Die Teilhaber nehmen je nach Fall das Eigentum bzw. die Nutznießung ihrer Einlagen sowie alle Bauwerke und Geräte, deren Ankaufs- und Installierungskosten sie allein getragen haben, zurück.

Die Bauwerke oder Geräte, die die Teilhaber zurücklassen müssen, werden auf der Grundlage einer von Sachverständigen zum Zeitpunkt der Auflösung vorgenommenen Schätzung der Güter von der Region übernommen; wenn es sich um durch die Region bezuschusste Bauwerke handelt, werden die Teilhaber nur im Verhältnis zu ihrer Eigenbeteiligung entschädigt.

Die Bauwerke und Anlagen, die auf Kosten der Vereinigung selbst ausgeführt worden sind, sowie alle durch diese getätigten Anschaffungen werden der Partei übergeben, der der Hafen vor der Gründung der Vereinigung gehörte, oder wenn dies nicht möglich ist, der öffentlichen Person, die die Verwaltung und die Betreibung des Hafens übernimmt. Der Ertrag aus diesen Übergeben, deren Verkaufswert von Sachverständigen festgesetzt wird, wird der Aktivseite der im Liquidierungsverfahren befindlichen Vereinigung überwiesen.

Die verfügbaren Aktiva werden nach Abzug der eintreibbaren Passiva unter die Teilhaber im Verhältnis zu deren Einlagen verteilt. Die Verluste werden im gleichen Verhältnis getragen.

Art. 2 - Die vorliegenden Satzungen heben diejenigen auf, die dem Gesetz vom 12. Februar 1971 zur Gründung des autonomen Hafens von Charleroi beigelegt waren, und ersetzen sie.

Art. 3 - Der vorliegende Erlass tritt am Tag seiner Veröffentlichung im *Belgischen Staatsblatt* in Kraft.

Art. 4 - Der Minister des Haushalts, der Finanzen und der Ausrüstung wird mit der Durchführung des vorliegenden Beschlusses beauftragt.

Namur, den 14. Mai 2009

Der Minister-Präsident,
R. DEMOTTE

Der Minister des Haushalts, der Finanzen und der Ausrüstung,
M. DAERDEN

VERTALING

WAALSE OVERHEIDSDIENST

N. 2009 — 2104

[2009/202582]

**14 MEI 2009. — Besluit van de Waalse Regering
tot wijziging van de statuten van de Autonome Haven van Charleroi**

Gelet op de bijzondere wet van 8 augustus 1980 tot hervorming der instellingen, gewijzigd bij de wet van 8 juli 1988;

Gelet op de wet van 12 februari 1971 houdende oprichting van de Autonome Haven van Charleroi;

Gelet op de statuten van de Autonome Haven van Charleroi, zoals gevoegd bij de wet van 12 februari 1971;

Gelet op het besluit van de Waalse Regering van 8 januari 2008 tot vaststelling van de verdeling van de ministeriële bevoegdheden en tot regeling van de ondertekening van haar akten;

Op de voordracht van de Minister van Begroting, Financiën en Uitrustung,

Besluit :

Artikel 1. De Waalse Regering stemt in met de tekst van de gewijzigde statuten van de Autonome Haven van Charleroi, luidend als volgt :

STATUTEN VAN DE AUTONOME HAVEN VAN CHARLEROI

HOOFDSTUK I. — *Doel en zetel*

Artikel 1. Bij deze statuten wordt er, onder de benaming van "Autonome Haven van Charleroi", een vereniging van overheden opgericht, die bestaat uit het Waalse Gewest, de provincie Henegouwen, de stad Charleroi en de intercommunale voor het beheer en de uitvoering van technisch en bedrijfseconomisch onderzoek, hierna I.G.R.E.T.E.C. genoemd.

Art. 2. De vereniging heeft tot doel de inrichting, de uitrustung, het beheer en de exploitatie van de havens, met inbegrip van hun aanhorigheden, installaties en gronden die ze zelf aanlegt of die haar door het Waalse Gewest of door andere overheden worden toevertrouwd, en die in de regio Charleroi gelegen zijn.

Om dat doel te bereiken zoekt ze de geschikte middelen om de ontwikkeling van de openbare havens van de regio te bevorderen en treft ze alle nuttige maatregelen ten behoeve van handel en nijverheid. Ze kan haar doel nastreven door directe exploitatie of op enige andere wijze. Ze kan ieder doel nastreven dat verband houdt met het hoofddoel en het bereiken ervan kan bevorderen of vergemakkelijken.

Wat de haar toevertrouwde aandelen betreft, strekt het werkgebied van de autonome haven zich uit over de kaaien insteekhavenmuren, zoals ze door de tegensprekelijk opgemaakte plannen zijn begrensd, alsmede over de rijbanen, bermen, pleinen en taluds van de toegangswegen naar de verschillende kaaien, vanaf de grens van de openbare weg.

Ze draagt de kosten voor de uitbaggering van de insteekhavens en, over een breedte van 10 meter, van de ladings- en ontladingsplaatsen voor schepen langs de kaaimuren die haar worden overgedragen, met uitzondering van de zwaaiplaatsen.

De vereniging mag concessies en vergunningen aan derden verlenen, roerende en onroerende goederen huren en is gemachtigd tot het innen van tolgeden, retributies, kaderechten, huur- en andere opbrengsten van de exploitatie van de installaties en kunstwerken, met inachtneming van de door de Waalse Regering vastgestelde barema's.

Art. 3. De vereniging heeft haar zetel te Charleroi.

HOOFDSTUK II. — *Maatschappelijk kapitaal, inbreng*

Art. 4. Het maatschappelijk kapitaal van de vereniging is vastgelegd op € 3.718.402,87.

Art. 5.

1. De inbreng van de vennoten wordt als volgt bepaald :

Waals Gewest : € 495.787,04.

Provincie Henegouwen : € 495.787,04.

Stad Charleroi : € 495.787,04.

I.G.R.E.T.E.C. : € 1.735.254,67.

Elke van de vennoten stort het tiende van zijn inbreng binnen zes maanden na de bekendmaking van de wet tot goedkeuring van deze statuten. Het saldo wordt naarmate de behoeften gestort.

2. Bovendien brengt het Waalse Gewest zodra de autonome haven opgericht is, in de vereniging het genot in van de havens Dampremy, Marchienne-au-Pont, Couillet, Châtelet, Châtelineau, Pont-de-Loup, la Praye, Farciennes met de aanhorigheden, kunstwerken, installaties en gronden binnen de grenzen aangegeven op de plannen die gevoegd zijn bij deze statuten, met dien verstande dat voormelde goederen eigendom van het Gewest blijven. Deze inbreng wordt geboekt voor de som van € 495.787,04.

Art. 6. Bovendien kan de autonome haven aanspraak maken, zonder dat het Gewest een tegenprestatie uit het vermogen van de vereniging eist :

1. op de medewerking van de diensten van de Waalse Overheidsdienst voor de uitwerking van plannen en projecten alsmede voor de leiding van de werken;

2. op de medewerking van de ambtenaren van de administratie van de Registratie en Domeinen voor de verwervingen van de onroerende goederen in der minne of door gerechtelijke onteigening.

Art. 7. De vereniging beschikt vanaf haar oprichting over de havens en hun aanhorigheden, kunstwerken, installaties en gronden zoals ze aangegeven zijn op de bijgaande plannen. Wanneer zich wijzigingen in de samenstelling van de goederen voordoen, worden de plannen herzien.

De handelingen voor de overgave van de goederen hebben plaats in bijzijn van een vertegenwoordiger van elke partij en zijn het voorwerp van een uitvoerig plan en van een proces-verbaal houdende beschrijving van alle aan de haven toegewezen goederen en van hun staat op het moment van de overgave.

Art. 8. Buiten de in artikel 6 bedoelde inbreng beschikt de vereniging over de volgende middelen :

a) kadegelden, tolgelden en retributies van elke aard, huurgelden en diversen;

b) toelagen van de overheid en de openbare instellingen, alsmede van privaatrechtelijke personen;

c) heffing op het reservefonds;

d) opbrengst van door de vereniging uit te geven of aan te gane leningen;

e) alle andere toevallige ontvangsten, met name het saldo van de uitbatingsrekeningen van de haven van de regio Charleroi die sinds 1 januari 1969 beheerd worden door de Dienst voor de Scheepvaart.

HOOFDSTUK III. — *Bestuur, toezicht*

Art. 9. De vereniging wordt bestuurd door een raad van bestuur bestaande uit een voorzitter die door de Minister van Openbare Werken onder de representatieve persoonlijkheden van de regio Charleroi wordt aangewezen, en uit veertien leden die door de vennoten worden benoemd.

De mandaten worden verdeeld als volgt :

- vier mandaten voor het Gewest;

- één mandaat voor de provincie Henegouwen;

- één mandaat voor de stad Charleroi;

- acht mandaten voor I.G.R.E.T.E.C.

Art. 10. De raad kiest twee ondervoorzitters. De secretaris is de directeur van de autonome haven; hij is niet stemgerechtigd.

Art. 11. Voor elke titularis wijst de overheid die deze heeft benoemd, een plaatsvervangend lid aan. De plaatsvervangende leden mogen de titularissen vervangen als deze laatsten verhinderd zijn.

De voorzitter, de gewone en plaatsvervangende leden worden benoemd voor een termijn van vijf jaar; de benoemingen zijn hernieuwbaar.

De mandaten van de gewone en plaatsvervangende leden verstrijken bij helften om de drie jaar. De bij het verstrijken van de eerste termijn van drie jaar aftredende leden worden bij loting aangewezen.

De leden van de raad en hun plaatsvervangers kunnen ieder ogenblik in hun ambt worden vervangen door de overheid die hen heeft benoemd; de binnen drie maanden aangewezen opvolger voleindigt het mandaat.

Bij overlijden of ontslag van de voorzitter, van een lid of een plaatsvervanger, wordt binnen drie maanden een opvolger aangewezen, die het mandaat voleindigt.

De persoon die de hoedanigheid verliest waarin hij benoemd werd, wordt van rechtswege geacht ontslag te nemen. Zijn mandaat wordt door zijn opvolger voleindigd.

Art. 12. Het bureau bestaat uit de voorzitter, twee ondervoorzitters en de secretaris.

Art. 13. De beraadslagingen van de raad zijn het voorwerp van processen-verbaal die in een bijzonder register opgenomen worden en die getekend worden door ten minste twee leden die de vergadering hebben bijgewoond.

De voor eensluidend verklaarde afschriften en de uittreksels worden door de secretaris of twee leden van de raad getekend.

De secretaris moet binnen acht dagen na de goedkeuring van het proces-verbaal een afschrift van de processen-verbaal richten aan de leden, de Minister van Openbare Werken alsmede aan de in artikel 17 bedoelde regeringscommissarissen. Bij het proces-verbaal voegt hij een afschrift van alle documenten waarnaar in de beraadslagingen wordt verwezen en die niet zouden zijn toegestuurd.

Art. 14. De raad kan uit zijn midden een directiecomité aanwijzen, waaraan hij op eigen verantwoordelijkheid de nodige bevoegdheden voor het dagelijkse beheer van de vereniging opdraagt. Dat comité bestaat met name uit de leden van het bureau en, in ieder geval, uit een vertegenwoordiger van elke vennoot.

Bovendien kan de raad op eigen verantwoordelijkheid bepaalde bevoegdheden aan één of meer van zijn leden opdragen.

Art. 15. De raad wordt ertoe gemachtigd om alle daden van beheer en van beschikking van de autonome haven te verrichten; hij spreekt zich uit over alle aangelegenheden betreffende de havenwerken, de uitrusting en de exploitatie ervan; hij verleent de concessies en de vergunningen, koopt en verkoopt, huurt en verhuurt de roerende en onroerende goederen.

De rechtsvorderingen, als eiser of als verweerder, worden namens de vereniging door de raad van bestuur en op diens beslissing ingesteld.

Art. 16. De raad legt alle voorschriften voor de werking en de organisatie van de vereniging in een huishoudelijk reglement vast. Dat reglement wordt ter goedkeuring voorgelegd aan de Minister die bevoegd is voor Openbare Werken.

Art. 17. Overeenkomstig de wetgeving betreffende de controle op sommige instellingen van openbaar nut wordt het toezicht op de vereniging uitgeoefend door twee commissarissen die door de Waalse Regering worden benoemd.

HOOFDSTUK IV. — *Boekjaar, balans, winst- en verliesrekening, saldoverdeling*

Art. 18. Het sociaal dienstjaar begint op 1 januari en eindigt op 31 december. Het eerste dienstjaar begint evenwel op de datum van oprichting van de vereniging en eindigt op 31 december van hetzelfde jaar.

Art. 19. Jaarlijks bepaalt de raad :

- een begrotingsontwerp;
- een jaarlijks verslag over de activiteit van de vereniging;
- een jaarlijkse rekening van uitvoering van de begroting;
- een balans, waaraan een resultatenrekening wordt toegevoegd.

De raad stelt ook periodieke toestanden vast.

Deze stukken worden aan de betrokken Ministers gezonden op het tijdstip, onder de voorwaarden en op de wijze die vastgesteld zijn in de wettelijke en reglementaire bepalingen betreffende de controle op sommige instellingen van openbaar nut. Ze worden eveneens aan de andere vennoten gezonden.

Art. 20. De regels voor de evaluatie van de door de Autonome Haven van Charleroi verrichte investeringen zijn de volgende :

1. Regels voor de evaluatie van de uitrustingen van de havens en werken :

| | |
|--|---|
| Gronden, beplantingen : | geen afschrijving. |
| Kosten voor de aankoop van de gronden : | afschrijving over 1 jaar, het jaar van aankoop van de gronden. |
| Wegen en opslagruimten : | afschrijving over 30 jaar vanaf het jaar van het einde van de werken. |
| Wegbekledingen : | afschrijving over 5 jaar vanaf het jaar van het einde van de werken. |
| Kunstwerken, bruggen, spoorbruggen : | afschrijving over 50 jaar vanaf het jaar van het einde van de werken. |
| weegbruggen, glijdbanen, Roll-on/Roll-off : | afschrijving over 30 jaar vanaf het jaar van het einde van de werken. |
| Rioleringswerken : | afschrijving over 50 jaar vanaf het jaar van het einde van de werken. |
| Waterleidingen : | afschrijving over 30 jaar van het jaar vanaf het einde van de werken. |
| Aansluitingen op spoorlijnen : | afschrijving over 30 jaar vanaf het jaar van het einde van de werken. |
| Elektrische aansluitingen : | afschrijving over 15 jaar vanaf het jaar van het einde van de werken. |
| Bewegwijzeringen : | afschrijving over 5 jaar vanaf het jaar van het einde van de werken. |
| Onderzoekskosten : | afschrijving over 5 jaar vanaf het jaar van facturering van het saldo van het ereloon. |
| Bijkomende werken : | afschrijving in hetzelfde tempo als dat van de voornaamste werken waarop ze betrekking hebben vanaf het jaar van einde van die bijkomende werken. |
| Andere diverse uitrustingen : | afschrijving naar gelang van de aard en de duur van het economische leven van de betrokken uitrusting. |

2. Regels voor de evaluatie van de toelagen :

Afschrijving van de toelagen in hetzelfde tempo als dat van de investeringen waarvoor ze zijn toegekend.

3. Regels voor de evaluatie van de immateriële activa :

| | |
|----------------------|---|
| Activa in erfpacht : | afschrijving over de duur van het vruchtgebruik vanaf het jaar waarop het contract in werking treedt. |
|----------------------|---|

Art. 21. De nettowinst wordt besteed als volgt :

1. er wordt een dotatie uitgetrokken voor de betaling van een vergoeding aan de vennoten. Deze vergoeding wordt door de raad van bestuur vastgesteld. Ze mag niet hoger zijn dan 6% van het door de vennoten gestorte kapitaal;

2. het eventuele saldo wordt in een reservefonds zonder speciale bestemming gestort.

Eventuele verliezen worden door het reservefonds gedekt. Als dat niet het geval is, worden ze op nieuwe rekeningen overgebracht.

HOOFDSTUK V. — *Herziening van de statuten, uittreding, verlenging, ontbinding, vereffening*

Art. 22. Elke wijziging in de statuten van de vereniging wordt door de raad bepaald en overeenkomstig de bepalingen van de wet goedgekeurd.

Art. 23. De vennoten kunnen slechts met de instemming van alle vennoten en met de goedkeuring van de Waalse Regering uit de vereniging treden. De ontbinding van de vereniging is aan dezelfde voorwaarden onderworpen.

Als het Gewest het wenst kan de vereniging bij besluit van de Waalse Regering ontbonden worden.

Art. 24.

1. In geval van ontbinding wijst de raad de vereffenaar(s) aan; hij legt hun bevoegdheden vast en bepaalt de wijze van vereffening met inachtneming van de §§ 2 en 3.

2. De vennoten nemen al naar gelang het geval de eigendom en het genot van hun inbreng terug, alsook alle kunstwerken en werktuigen waarvan ze de aanschaffings- en installatiekosten alleen hebben gedragen.

De kunstwerken of werktuigen waarvan de vennoten genoot zijn afstand te doen, worden door het Gewest overgenomen na schatting door deskundigen op het moment van de ontbinding; als het gaat om door het Gewest gesubsidieerde kunstwerken, worden de vennoten slechts naar verhouding van hun eigen onkosten vergoed.

3. De bouwwerken en installaties die voor rekening van de vereniging zelf zijn uitgevoerd, evenals elke door haar gedane aanwerving, worden overgedragen aan de partij die eigenaar was van de haven vóór de oprichting van de vereniging of, bij ontstentenis, aan de openbare persoon die het beheer en de exploitatie van de haven overneemt. De opbrengst van deze overdrachten, waarvan de marktwaarde door deskundigen wordt bepaald, wordt op het actief van de in vereffening zijnde vereniging gestort.

Het beschikbare actief wordt, na aftrek van het opeisbare passief, onder de vennoten verdeeld naar verhouding van hun inbreng. De verliezen worden in dezelfde verhouding gedragen.

Art. 2. Deze statuten vernietigen en vervangen die bijgevoegd bij de wet van 12 februari 1971 houdende oprichting van de Autonome Haven van Charleroi.

Art. 3. Dit besluit treedt in werking de dag waarop het in het *Belgisch Staatsblad* bekendgemaakt wordt.

Art. 4. De Minister van Begroting, Financiën, Uitrusting en Patrimonium is belast met de uitvoering van dit besluit.

Namen, 14 mei 2009.

De Minister-President,
R. DEMOTTE

De Minister van Begroting, Financiën, Uitrusting en Patrimonium,
M. DAERDEN

REGION DE BRUXELLES-CAPITALE — BRUSSELS HOOFDSTEDELIJK GEWEST

MINISTERE

DE LA REGION DE BRUXELLES-CAPITALE

F. 2009 — 2105

[C — 2009/31339]

14 MAI 2009. — Arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale déterminant l'allocation de mission des chargés de mission auprès de BRUGEL

Le Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale,

Vu l'ordonnance du 19 juillet 2001 relative à l'organisation du marché de l'électricité en Région de Bruxelles-Capitale, notamment l'article 30octies, § 7;

Vu la proposition relative à l'allocation de mission des chargés de mission approuvée le 28 janvier 2008 par le conseil d'administration de BRUGEL;

Vu l'avis de l'Inspecteur des Finances, donné le 6 mai 2008;

Vu l'accord du Ministre du Budget, donné le 23 mai 2008;

Vu l'accord de la Secrétaire d'Etat qui a la fonction publique dans ses attributions, donné le 26 mars 2009;

Vu le protocole du Comité de Secteur XV n° 2009/03 en date du 28 janvier 2009;

Vu l'avis 46.165/3 du Conseil d'Etat donné le 24 mars 2009 en application de l'article 84, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 1°, des lois sur le Conseil d'Etat coordonnées le 12 janvier 1973;

Sur la proposition de la Ministre chargée de l'Environnement, de l'Energie et de la Politique de l'Eau;

Après délibération,

Arrête :

Article 1^{er}. § 1^{er}. Il est accordé aux chargés de mission visés à l'article 30octies, § 2, de l'ordonnance du 19 juillet 2001 relative à l'organisation du marché de l'électricité en Région de Bruxelles-Capitale une allocation de mission annuelle représentant quatre pour cent de leur barème brut annuel.

§ 2. Les chargés de mission de niveau A bénéficient également d'une allocation de mission annuelle complémentaire dont le montant forfaitaire est de 3.500 euros. L'allocation de mission visée à l'article 1^{er}, § 2 ne peut être cumulée avec la prime d'ingénieur visée par l'arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale du 26 septembre 2002 portant le statut administratif et pécuniaire des agents des organismes d'intérêt public de la Région de Bruxelles-Capitale.

MINISTERIE

VAN HET BRUSSELS HOOFDSTEDELIJK GEWEST

N. 2009 — 2105

[C — 2009/31339]

14 MEI 2009. — Besluit van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering houdende bepaling van de opdrachttoelage van de opdrachthouders bij BRUGEL

De Brusselse Hoofdstedelijke Regering,

Gelet op de ordonnantie van 19 juli 2001 betreffende de organisatie van de elektriciteitsmarkt in het Brussels Hoofdstedelijk Gewest, inzonderheid op artikel 30octies, § 7;

Gelet op het voorstel over de opdrachttoelage van de opdrachthouders, op 28 januari 2008 goedgekeurd door de raad van bestuur van BRUGEL;

Gelet op het advies van de Inspecteur van Financiën, gegeven op 6 mei 2008;

Gelet op het akkoord van de Minister van Begroting, gegeven op 23 mei 2008;

Gelet op het akkoord van de Staatssecretaris belast met Ambtenarenzaken, gegeven op 26 maart 2009;

Gelet op het protocol van het Sectorcomité XV nr. 2009/03 van 28 januari 2009;

Gelet op het advies 46.165/3 van de Raad van State, gegeven op 24 maart 2008, in toepassing van artikel 84, § 1, lid 1, 1° van de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973;

Op voorstel van de Minister belast met Leefmilieu, Energie en Waterbeleid;

Na beraadslaging,

Besluit :

Artikel 1. § 1. Aan de opdrachthouders bedoeld in artikel 30octies, § 2, van de ordonnantie van 19 juli 2001 betreffende de organisatie van de elektriciteitsmarkt in het Brussels Hoofdstedelijk Gewest wordt een jaarlijkse opdrachttoelage toegekend die vier procent van hun jaarlijks brutobarema bedraagt.

§ 2. De opdrachthouders van niveau A genieten ook een bijkomende jaarlijkse opdrachttoelage waarvan het forfaitaire bedrag vastgesteld is op 3.500 euro. De opdrachttoelage bedoeld in artikel 1, § 2 kan niet gecumuleerd worden met de ingenieurspremie bedoeld in het besluit van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering van 26 september 2002 houdende het administratief statuut en de bezoldigingsregeling van de ambtenaren van de instellingen van openbaar nut van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest.